

DOSSIER DE PRESSE

Initiative Rénovons



RENOVONS



Il existe actuellement environ 6,7 millions de « passoires énergétiques » parmi les résidences principales du parc privé français, c'est-à-dire des logements particulièrement énergivores ayant une étiquette Energie F ou G. Au-delà de leurs conséquences néfastes sur l'environnement, ces passoires énergétiques dégradent la situation financière, sanitaire et sociale des ménages qui les occupent, parmi lesquels on compte 2,3 millions de ménages modestes. Ces derniers représentent ainsi près de la moitié des 5,8 millions¹ de ménages en situation de précarité énergétique selon les indicateurs de l'Observatoire National de la Précarité Énergétique.

L'amélioration de la performance énergétique des logements est une solution concrète pour faire baisser la facture énergétique des ménages et de la société française dans son ensemble de manière durable, améliorer leur santé et prévenir les risques sanitaires liés à des épidémies du type Covid-19, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre du secteur résidentiel, actuellement responsable de 12,5% des émissions totales de la France².

Un plan de rénovation des passoires énergétiques ambitieux apparaît indispensable pour atteindre les objectifs de la Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV), du Plan de Rénovation Énergétique des Bâtiments, de la Loi Énergie Climat qui prévoient notamment :

- L'élimination des passoires énergétiques en 10 ans
 - 500 000 rénovations performantes³ par an avec une priorité au traitement de la précarité énergétique : 100 000 logements habités par des ménages modestes doivent être rénovés chaque année dans le parc privé
 - Conversion de l'ensemble du parc existant aux normes « Bâtiments Basse Consommation » en 2050.
- En effet, si la rénovation énergétique se maintient à son rythme actuel, à savoir 288 000⁴ rénovations performantes par an dont 40 000 concernent des passoires énergétiques, ces objectifs seront très loin d'être atteints, même en retenant les hypothèses les plus optimistes. **Au rythme actuel, un peu plus de 500 000 passoires énergétiques auront été rénovées dans le parc de résidences principales privées en 2030, et il en restera encore plus de 5,8 millions** en ayant déduit les démolitions. De plus, la précarité énergétique, se-

lon la définition retenue dans cette étude - ménages des trois premiers déciles de revenus vivant dans une passoire énergétique - n'aura baissé au mieux que de 8% en 2025, mais elle pourrait même s'accroître en cas d'augmentation du coût de l'énergie et de diminution des revenus des ménages concernés.

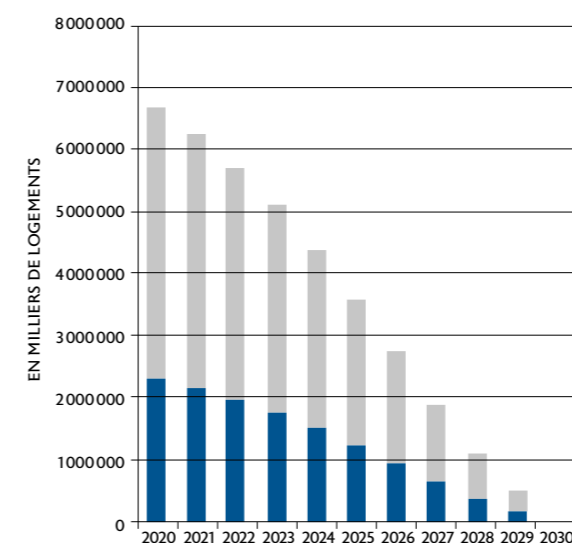
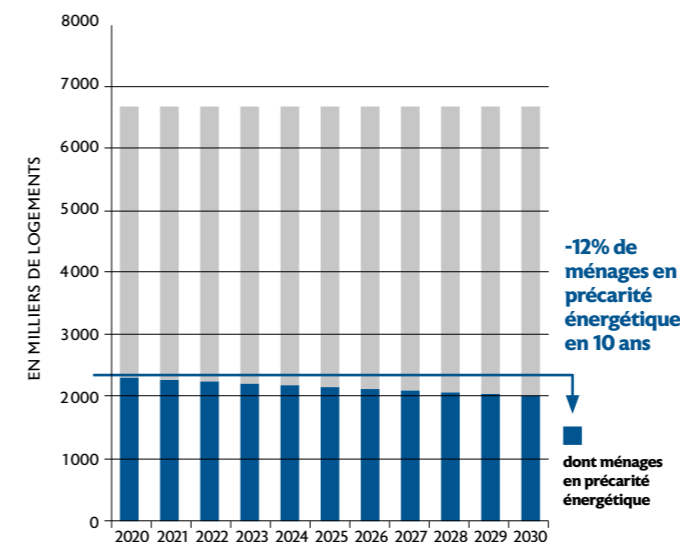
Par ailleurs, les rénovations actuellement réalisées sont dans l'ensemble assez peu performantes. Bien qu'elles permettent aux passoires énergétiques d'atteindre un niveau énergétique supérieur à E, peu d'entre elles entraînent un saut de plus de 2 classes énergétiques. D'après la Campagne TREMI 2018⁵, seul 5% des maisons individuelles rénovées ont gagné 2 classes ou plus. L'objectif de rénover l'ensemble du parc aux normes BBC est encore bien loin d'être atteint.

Dans cette perspective, la présente étude dessine les contours de deux plans de rénovations complémentaires. Le premier vise à rénover toutes les passoires énergétiques du parc privé en 10 ans, conformément aux derniers objectifs que s'est fixés le gouvernement, en les faisant passer à un niveau de performance énergétique D. Ce plan est dénommé « scénario cible », par opposition au « scénario tendanciel » correspondant à la poursuite du rythme de rénovation actuel. Un second plan de rénovation envisage de poursuivre les investissements afin d'accompagner ses logements dans une seconde phase de rénovation qui leur permettrait d'atteindre un niveau de performance BBC.

L'étude analyse les implications de ces deux plans de rénovation ambitieux en matière d'investissement public et privé et évalue ses bénéfices aux niveaux économique, environnemental, social et sanitaire.

Le scénario cible présenté démarre en 2020 avec 400 000 rénovations et prévoit une augmentation progressive du nombre annuel de rénovations jusqu'à 825 000 en 2026, suivi d'une diminution en vue aboutir à la rénovation de l'intégralité des passoires énergétiques en 2030.

Les graphiques ci-contre illustrent l'évolution du nombre de passoires énergétiques, selon le scénario tendanciel, et selon le scénario cible.



ÉVOLUTION DU NOMBRE DE PASSOIRES ÉNERGÉTIQUES DU PARC PRIVÉ DANS LE SCÉNARIO TENDANCIEL (À GAUCHE), ET SELON LE SCÉNARIO CIBLE (À DROITE)

Chiffre clés Scénario BBC

INVESTISSEMENT :

Le scénario BBC implique un investissement total de près de 135 milliards d'euros, dont plus de la moitié issue du secteur privé.

L'investissement public nécessaire est de 63 milliards d'euros, soit 3,2 milliards d'euros par an en moyenne sur la période 2020-2040.

L'investissement public est intégralement récupéré dès 2047 soit un temps de retour sur investissement de 27 ans pour l'Etat.

Le plan de rénovation assure ainsi à l'Etat 1,13 euro de bénéfice net pour chaque euro investi.

BÉNÉFICES :

6,7 millions de « passoires énergétiques » intégralement rénovées au niveau BBC à fin 2040.

93 000 emplois équivalents temps plein (ETP) nets créés sur la période 2020-2030

34 000 ETP nets créés sur le long terme,

¹ Communiqué de Presse de l'ONPE du 14/06/2016. Premiers résultats de l'ADEME et du CSTB basés sur la dernière Enquête Nationale Logement 2013.

² Centre Interprofessionnel Technique d'Études de la Pollution Atmosphérique - 2016

³ Une rénovation est dite "performante" lorsqu'elle contient 2 actions visant à améliorer la performance énergétique du logement

⁴ Campagne OPEN 2015

⁵ Travaux de Rénovation Énergétique des Maisons Individuelles, 2018

Chiffre clés Scénario BBC

BÉNÉFICES :

10,8 milliards d'euros
d'économies annuelles
sur la facture énergétique

des ménages, soit
1700 euros

en moyenne par ménage et par an,
en tenant compte de l'effet
rebond sur la première phase
de rénovation uniquement

700 millions d'euros
d'économies annuelles pour
le système de soins, dont 614 millions
d'euros pour la Sécurité Sociale,
grâce à l'amélioration de l'état
de santé des ménages précaires
vivant dans des passoires énergétiques.

A cela s'ajoutent les économies
de frais de santé liés aux autres
ménages dont le logement est rénové
(non estimées dans cette étude)

2,06 milliards d'euros
d'économies annuelles
sur la facture énergétique
de la France à partir de 2040

Une réduction des émissions de GES de
14,67 millions de tonnes
d'équivalent CO₂ par an à partir de 2040,
soit l'équivalent de 17%
des émissions actuelles du secteur
résidentiel et tertiaire

105 TWh
d'économies annuelles
d'énergie primaire à partir de 2040,
soit 14% de la consommation
du secteur résidentiel-tertiaire

Le scénario cible présenté dans cette étude suppose de rationaliser et/ou de renforcer/compléter les dispositifs de soutien public à la rénovation énergétique, en accord avec la Feuille de Route pour la rénovation des passoires énergétiques en 10 ans⁶ : seuls les dispositifs les plus efficaces et lisibles sont utilisés, à savoir les subventions « Habiter Mieux », le Crédit d'Impôts Transition Énergétique, Ma Prime Rénov', et l'Eco-Prêt à Taux Zéro (Eco-PTZ). En outre, les conditions d'accès sont les mêmes pour les propriétaires bailleurs et les propriétaires occupants, les aides sont non plafonnées, conditionnées à l'atteinte du niveau de performance énergétique D au minimum, et les montants des subventions « Habiter Mieux » sont augmentés. Le plan suit la trajectoire définie dans la LTECV : toutes les passoires énergétiques sont rénovées pour atteindre l'étiquette Energie D, c'est-à-dire la moyenne de performance énergétique du parc actuellement.

Par ailleurs, le plan de rénovation énergétique générera d'autres bénéfices sociaux non quantifiés. Une étude d'Eurofound⁷ a par exemple chiffré les coûts de santé directs et indirects attribuables à six caractéristiques de mal-logement en France : les coûts médicaux directs y sont évalués à 930 millions d'euros par an, et les coûts indirects pour la société à près de 20 milliards d'euros, soit vingt fois plus que les coûts directs. Les coûts indirects peuvent par exemple comprendre l'absentéisme au travail et à l'école, la perte de productivité, le retard puis décrochage scolaire, etc. **Les conséquences sanitaires et économiques de la rénovation énergétique prennent une dimension nouvelle à l'aune des de la crise du Covid-19. Ceux-ci pourraient être prévenu et amoindri par une politique d'investissements massifs dans la rénovation des passoires énergétiques.**

Malgré le niveau de vie relativement élevé de la plupart des propriétaires bailleurs en France, les rénovations de passoires énergétiques en location sont trop rares. Pourtant, la présente étude montre que le reste à charge des coûts de rénovation pour un propriétaire bailleur sera compris entre 1 500 € et 15 000 € en moyenne selon ses revenus et le type de logement, mais que la rénovation permettra d'augmenter significativement la valeur du bien immobilier⁸. La définition d'un niveau de performance énergétique à atteindre pour autoriser la mise en location des logements est indispensable, afin de préserver l'intérêt des locataires en même temps que celui des propriétaires-bailleurs. C'est d'ailleurs le sens des demandes des membres de

la Convention Citoyenne pour le Climat qui en font leur préconisation première en 2020.

L'étude montre également qu'avec le type de financement proposé, le reste à charge est accessible y compris aux ménages les plus modestes, en générant des économies annuelles sur la facture énergétique supérieure aux annuités à rembourser pour la rénovation. Par exemple, une famille avec deux enfants ayant des ressources inférieures à 17 300 € annuels, occupant une maison de 93m² dont elle est propriétaire, engagera des travaux d'environ 18 000 € pour passer son logement de la classe énergétique G à D, mais disposera d'aides publiques réduisant les frais à sa charge à seulement 3 700 €. Ce reste à charge sera compensé par l'économie sur les factures d'énergies au bout de 3 ans.

Finalement, la mise en œuvre d'un plan de rénovation ambitieux des passoires énergétiques aura des effets bénéfiques pour tous les acteurs aux niveaux économique, environnemental, social et sanitaire, pour un montant d'investissement initial certes substantiel, mais tout à fait supportable, pour l'Etat comme pour les propriétaires.

Le plan de rénovation BBC permet d'aller encore plus loin en proposant d'investir dans une deuxième étape de rénovation afin de maximiser la performance énergétique de ces logements. Pour prendre en compte l'urgence de l'élimination des passoires énergétiques, ce scénario se base sur une première étape de rénovation similaire au scénario cible. Dans un second temps, les logements rénovés engagent de nouveaux travaux dès 2027 quand la charge de la première étape diminue. La seconde phase de rénovation au niveau BBC aboutit à l'ensemble des passoires énergétiques rénovées au niveau BBC en 2040.

Certes, la rénovation aux normes BBC par étapes nécessite de doubler les investissements par rapport au scénario cible d'élimination des passoires énergétiques. Cependant, les bénéfices sont démultipliés que ce soit pour les ménages, pour la société en général ou pour l'Etat.

Investir collectivement dans un plan ambitieux de cette nature apparaît donc une décision responsable aux conséquences positives multiples pour les ménages, pour les pouvoirs publics, pour l'ensemble de la société et pour les générations futures.



EVOLUTION DES PASSOIRES ÉNERGÉTIQUES DU PARC PRIVÉ DANS LE SCÉNARIO BBC

⁶ Plus d'informations sur <http://renovons.org/Nos-propositions>

⁷ Eurofound, *Inadequate Housing in Europe : Costs and Consequences* - 2016

Rénovons! est une initiative composée d'acteurs divers rassemblés pour faire de **la fin des passoires énergétiques** une priorité nationale afin de **résorber structurellement la précarité énergétique** : associations et fondations sociales et environnementales, opérateurs, acteurs économiques. La Fondation Abbé Pierre, le Secours Catholique-Caritas France, le CLER-Réseau pour la transition énergétique, le Réseau Action Climat, SOLIHA-Solidaires pour l'Habitat, le Groupe Effy, la Fondation Schneider Electric et Schneider Electric sont à l'origine de l'initiative Rénovons!

Une demande commune :

Les membres de l'Initiative portent une demande commune : que soit adopté et mis en œuvre un plan national ambitieux de rénovation des passoires énergétiques.

Une vision partagée :

L'Initiative Rénovons propose à travers la **Feuille de route pour la Rénovation des passoires énergétiques en 10 ans** une analyse de l'**écosystème** actuel de la rénovation énergétique en France, particulièrement à destination des ménages précaires. Ce document identifie les obstacles à lever et les solutions pour permettre de **massifier les rénovations énergétiques de qualité**.

Un objectif :

Faire en sorte que la rénovation des passoires énergétiques devienne en France **une exigence sociale et environnementale** de manière irréversible.

L'Initiative Rénovons! est soutenue par : la Fondation pour la Nature et l'Homme, la CFDT, France Nature Environnement, le Gefosat, FLAME, AMORCE, les amis d'Enercoop-Energie Solidaire, Enercoop, l'Association des Responsables de Copropriétés, Vesta Conseil Finance, le Réseau Eco-habitat, Amper, Solibri, Transitions, Enercoop-Ardenne Champagne, SustainD, Avenir 4, ENR-Cert, France Nature Environnement, Energiesprong France, le CREAQ, AUXILIA Conseil, Alter Amazone, Adera, le groupe Ulisse, Energies Demain, Stratégie, Energ'Ethique04, D2Dexperthermique, SCOP Energie verte, INDDIGO, association CAMELS, association COENOVE, Martin Lucas Architecte, ENEOS, les compagnons bâtisseurs, Solidarités nouvelles pour le logement



Contact : Danyel DUBREUIL | initiative Rénovons ! - Coordinateur
danyel.dubreuil@renovons.org - Tel direct : 01-80-89-58-38 -
Renovons.org | Twitter